

# LETTRÉ DE RAKOVSKY

## Transformations opérées par le pouvoir sur le prolétariat russe et le Parti

Lettre adressée par Rakovsky au camarade Valentinov, oppositionnel déporté, qui fut jusqu'à son exclusion du Parti et son exil, rédacteur en chef du « Troud », organe central de la G.G.T. russe.

Astrakhan, le 2 août 1928.

Cher camarade Valentinov,

Dans vos « Méditations sur les masses », datées du 8 juillet, en posant la question de l'« activisme » de la classe ouvrière, vous touchez à un problème fondamental, celui du maintien par le prolétariat de son rôle d'hégémonie dans notre Etat. Quoique toutes les revendications de l'Opposition tendent vers ce but, je suis d'accord avec vous que tout n'a pas été dit au sujet de cette question. Jusqu'à présent, nous avons toujours examiné celle-ci en liaison avec l'ensemble du problème de la conquête et de la conservation du pouvoir politique ; tandis que pour mieux la mettre en lumière, elle devrait être traitée séparément comme une question spéciale, ayant sa valeur propre. Au fond, les événements eux-mêmes, l'ont déjà mis en évidence avec ce relief.

L'Opposition gardera, comme un mérite envers le Parti que nul ne saurait lui enlever, le fait qu'en temps voulu elle a sonné l'alarme quant à la diminution effrayante de l'esprit d'activité de la masse ouvrière et quant à son indifférence de plus en plus grandissante envers la destinée de la dictature du prolétariat et de l'Etat Soviétique.

Ce qui caractérise le flot des scandales qui vient de s'étaler, ce qu'il contient de plus dangereux, c'est précisément cette passivité des masses (passivité plus grande encore dans la masse communiste que chez les sans-parti) envers les manifestations d'arbitraire inouï qui se sont produites ; des ouvriers en furent témoins, mais ils passaient outre sans protester ou en se contentant de grommeler, par crainte de ceux qui détiennent le pouvoir, ou simplement par indifférence politique. Depuis le scandale de l'impasse Tchoubarovski (pour ne pas remonter à des temps plus reculés) jusqu'aux abus de Smolensk, d'Artiemovsk, etc., on entend toujours le même refrain : « Il y a longtemps que nous savons tout cela... »

Des vols, des prévarications, des violences, des extorsions, des abus de pouvoir inouïs, de l'arbitraire illimité, de l'ivrognerie, de la débauche : de tout cela on parle comme de faits connus, non pas depuis des mois, mais depuis des années, mais que tout le monde tolérerait, on ne sait pourquoi.

Je n'ai pas besoin d'expliquer que quand la bourgeoisie mondiale clame les vices de l'Etat Soviétique, nous pouvons passer outre avec un

mépris tranquille. Nous connaissons trop bien la pureté des mœurs des gouvernements et des Parlements bourgeois du monde entier. Mais ce n'est pas sur eux que nous prendrons modèle : il s'agit chez nous d'un Etat ouvrier. Aujourd'hui, personne ne peut plus nier les ravages effrayants de l'indifférence politique au sein de la classe ouvrière.

Aussi la question des causes de cette indifférence et des moyens promettant de l'éliminer, se trouve-t-elle être essentielle.

Mais cela nous impose l'obligation de l'aborder à fond, scientifiquement, en lui faisant subir une analyse intégrale. Un pareil phénomène mérite que nous lui accordions notre attention la plus concentrée.

Les explications que vous donnez de ce fait sont, sans aucun doute, justes ; chacun d'entre nous les a déjà présentées dans ses interventions ; elles ont déjà trouvé en partie leur reflet dans notre plateforme ; néanmoins, ces interprétations et les remèdes proposés pour sortir de cette situation pénible, ont eu et ont encore, un caractère empirique ; ils se rapportent à chaque cas particulier, ils ne tranchent pas le fond de la question.

A mon avis, cela se produit parce que la question en elle-même est nouvelle. Jusqu'à présent, nous avons vu en bien des exemples l'esprit d'activité de la classe ouvrière baisser, décliner, non seulement jusqu'à une véritable veulerie, mais même jusqu'à un esprit de réaction politique ; mais ces exemples nous sont apparus, aussi bien chez nous qu'à l'étranger, pendant une période où le prolétariat luttait encore pour conquérir le pouvoir politique.

Nous ne pouvions avoir d'exemple de l'esprit de déclin chez le prolétariat au moment où il tient entre ses mains ce pouvoir, pour la simple raison que notre cas est le premier dans l'histoire où la classe ouvrière ait gardé le pouvoir pendant un temps aussi long.

Nous savions jusqu'à présent ce qui peut arriver au prolétariat, autrement dit quelles oscillations peuvent se produire dans son état d'esprit quand il est une classe opprimée et exploitée ; mais c'est seulement maintenant que nous pouvons apprécier, en nous basant sur des faits, les modifications s'effectuant dans l'état d'esprit de la classe ouvrière, quand elle passe à la direction.

Cette position politique (de classe dirigeante) n'est pas dépourvue de dangers ; ceux-ci sont, au contraire, très grands ; je n'ai pas ici en vue les difficultés objectives dues à tout l'ensemble des circonstances historiques : entourage capitaliste à l'extérieur, et entourage petit-bourgeois à l'intérieur du pays ; non, il s'agit là des difficultés inhérentes à toute classe dirigeante nouvelle, qui sont la conséquence de la conquête et de l'exer-

cice du pouvoir lui-même, de l'aptitude ou de l'inaptitude à utiliser celui-ci.

Vous comprenez que ces difficultés continueraient à exister jusqu'à un certain degré, même si nous supposions pour un instant qu'il n'y ait dans tout le pays que les masses prolétariennes, et si, au dehors, il y avait des Etats prolétariens. On pourrait appeler ces difficultés, « le risque professionnel » du pouvoir.

En effet, la position d'une classe luttant pour la conquête du pouvoir, et celle d'une classe détenant celui-ci entre ses mains, sont différentes ; je répète de nouveau qu'en parlant de dangers je n'ai pas en vue les rapports qui existent avec les autres classes, mais bien ceux qui se créent au sein de la classe triomphante.

Que représente une classe prenant l'offensive ? Un maximum d'unité et de cohésion. Tous les intérêts de corporation et de groupement, sans parler de ceux des individus, passent à l'arrière-plan. Toute l'initiative est entre les mains de la masse militante elle-même, et de son avant-garde révolutionnaire, liée avec cette masse de la façon organique la plus intime.

Quand une classe s'empare du pouvoir, l'une de ses parties devient l'agent de ce pouvoir. C'est ainsi que surgit la bureaucratie. Dans un Etat socialiste où l'accumulation capitaliste est interdite aux membres du Parti dirigeant, cette différenciation commence par être fonctionnelle ; elle devient ensuite sociale. Je pense ici à la situation sociale d'un communiste qui dispose d'une automobile, d'un bon appartement, d'un congé régulier, qui touche le salaire maximum autorisé par le Parti, situation qui diffère de celle du communiste travaillant dans les charbonnages et touchant de 50 à 60 roubles par mois. En ce qui concerne les ouvriers et les employés, vous savez qu'ils sont partagés en 18 catégories différentes...

Une autre conséquence consiste en ce qu'une partie des fonctions accomplies auparavant par tout le Parti, ou par toute la classe, passe maintenant dans les attributions du pouvoir, c'est-à-dire à une certaine quantité seulement de gens de ce Parti, de cette classe.

L'unité et la cohésion qui étaient auparavant la conséquence naturelle de la lutte de classes révolutionnaire, ne peuvent maintenant être conservées que grâce à tout un système de mesures, ayant pour but de maintenir l'équilibre entre les divers groupements de la même classe et du même Parti, de les soumettre au but fondamental.

Mais c'est là un processus long et difficile ; il consiste à éduquer, au point de vue politique, la classe dominante, à posséder le savoir-faire, qui doit être acquis, à tenir entre ses mains l'appareil de l'Etat, du Parti et des Syndicats, à les contrôler et les diriger.

Je le répète : c'est une affaire d'éducation. Aucune classe n'est venue au monde en possédant l'art d'administrer ; celui-ci ne s'acquiert que grâce à l'expérience, à travers les erreurs commises, c'est-à-dire en tirant les leçons des fautes que l'on fait soi-même. Une Constitution soviétique, si idéale soit-elle, n'est pas en état d'assurer à la classe ouvrière l'application sans obstacles de

sa dictature et de son contrôle gouvernemental, si le prolétariat ne sait pas utiliser les droits que lui accorde la Constitution. Le manque d'harmonie existant entre les capacités politiques d'une classe donnée, son savoir-faire au point de vue administration et les formes constitutionnelles, juridiques qu'elle élabore à son usage en conquérant le pouvoir, est un fait historique. On peut le constater dans l'évolution de toutes les classes, partiellement aussi dans l'histoire de la bourgeoisie. La bourgeoisie anglaise, par exemple, livra bien des batailles, non seulement pour mieux modeler les formes de la Constitution d'après ses intérêts, mais aussi pour pouvoir profiter de ses droits, et, en particuliers, de son droit de vote, intégralement et sans obstacles. Le roman de Charles Dickens, « Les aventures de M. Pickwick », contient beaucoup de ces scènes de l'époque du constitutionnalisme anglais, où le groupe des dirigeants, aidé par l'appareil administratif, faisait verser dans les fossés les diligences transportant les électeurs de l'opposition, afin que ceux-ci ne puissent arriver à temps aux urnes électorales.

Ce processus de différenciation est parfaitement naturel chez la bourgeoisie ayant triomphé ou en train de le faire ; en effet, celle-ci prise dans le sens le plus large du mot, constitue une série de groupements économiques et même de classes. Nous connaissons l'existence de la grande, la moyenne et la petite bourgeoisie ; nous savons qu'il y a des bourgeoisies financière, commerciale, industrielle et agraire. Comme suite à certains événements comme les guerres et les révolutions, des regroupements s'opèrent au sein même de la bourgeoisie ; de nouvelles couches y apparaissent commençant à jouer un rôle qui leur est propre, comme par exemple les propriétaires, acheteurs de biens nationaux où les nouveaux riches, ainsi qu'on les appelle, qui surgissent après toutes les guerres plus ou moins longues. Pendant la Révolution française, à l'époque du Directoire, ces nouveaux riches constituèrent un des facteurs de la réaction.

En général, l'histoire du Tiers-Etat triomphant en France en 1789 est extrêmement instructive. Tout d'abord ce Tiers-Etat en lui-même était extraordinairement bigarré. Il s'étendait à tout ce qui ne faisait pas partie de la noblesse et du clergé ; ils comprenait ainsi non seulement toutes les variétés de la bourgeoisie, mais aussi les ouvriers et les paysans miséreux. Ce n'est que graduellement, après une longue lutte, après des interventions armées, répétées à plusieurs reprises, que se réalisa, en 1792, la possibilité en droit pour tout le Tiers-Etat, de participer à l'administration du pays. La réaction politique qui débuta déjà avant Thermidor, consiste en ce que le pouvoir commença à passer au point de vue formel ainsi, qu'en fait, dans les mains d'un nombre de citoyens de plus en plus restreint. Peu à peu, les masses populaires, d'abord par une situation de fait, ensuite également en droit, furent écartées du gouvernement du pays.

Il est vrai qu'ici la pression de la réaction se fit avant tout sentir le long des coutures et sou-